

Des changements décisifs dans le domaine de l'énergie

*Par Achille Blondeau
Ancien dirigeant de la fédération nationale
des travailleurs du sous sol et similaires*

Dans le domaine énergétique, trois faits dominent la période allant de 1968 à 1984 :

I - La fin du pétrole à bas prix

II - L'avènement de l'énergie nucléaire

III - La fin du programme des Charbonnages de France. Jamais dans l'histoire de l'énergie, des changements aussi décisifs n'avaient été enregistrés sur une période aussi courte.

I. La fin du pétrole à bas prix

La crise du pétrole qui éclate dans le 2^{ème} semestre 1973 bouleverse l'économie mondiale. Elle marque la fin de l'ère du pétrole à bas prix.

De 2 à 2,5 dollars, le baril¹ passe à 10 voir 12 dollars. Il est même proposé à 13,7 dollars par l'Equateur et l'Indonésie et la Lybie ose 17 dollars.

Ces prix peuvent aujourd'hui apparaître très bas face aux 100 dollars le baril qui se profile à l'horizon. Mais dans les conditions économiques de 1973 le choc est très rude.

C'est la commission Trilatérale (créée par Rockefeller) qui est à la base de ce choc. Composée par les personnalités les plus importantes de la politique de la finance et de l'économie « du monde libre » elle a pour but de contenir le communisme et de favoriser l'activité des grands monopoles capitalistes. L'impérialisme américain tire la ficelle de la Trilatérale.

La hausse considérable du prix du pétrole a naturellement pour but d'accroître les profits des Compagnies Pétrolières. En 1974, pour une augmentation des ventes de 10%, les trente premières compagnies pétrolières mondiales accroissent leurs bénéfices de 71%⁽²⁾.

Mais, elle permet aussi de dégager des fonds importants pour la recherche de nouveaux gisements. Elle rend également rentable (c'est-à-dire générant des profits juteux) la recherche et l'exploitation des sites pétroliers des Etats-Unis qui souffraient des prix trop peu élevés du Moyen-Orient.

Le choc pétrolier a des répercussions profondes sur la politique énergétique qui, jusqu'en 1973, est essentiellement basée sur le pétrole. Pour les charbonnages de France, c'est une atténuation de la récession. De 27,135 millions de tonnes en 1973 elle sera de 20,180

¹ Le baril de pétrole contient 42 gallons soit 158,9 litres.

² Chiffres extraits de La face Cachée du prix du pétrole d'Eric Laurent page 144. Edité par Plon en 2006.

³ Dont 58,9 millions de tonnes pour les Charbonnages de France.

millions de tonnes en 1981, date d'arrivée au pouvoir de François Mitterrand. Le plus grand changement affecte l'énergie nucléaire.

II. L'évènement nucléaire

L'énergie date de l'après guerre. En 1970, il s'est produit dans notre pays avec 8 unités nucléaires : 1696 MWE, classant notre pays derrière les Etats-Unis et le Royaume Uni –son véritable départ a été réalisé avec les trois centrales de Chinon, puis les deux de Saint-Laurent-.

Les milieux dirigeants de notre pays prennent conscience qu'à terme relativement bref, le pétrole va se raréfier et en tout état de cause, renchérir considérablement. Après de nombreux débats, l'option nucléaire est choisie pour la production d'électricité avec toutefois l'abandon par Pompidou de la filière française (graphite-gaz) au profit de la filière américaine (uranium enrichi et eau légère). Le C.E.A. (Conseil de l'énergie atomique) qui employait 30 978 agents au 31 décembre 1968 n'en compte plus que 26 437 en 1974.

En 1980, avec 22 unités en service, la production d'électricité d'origine nucléaire atteint 14 491 MWE, soit une progression de plus de huit fois par rapport à 1970. En 2005, 59 unités produisant 63 363 MWE, la France se situant derrière les Etats-Unis qui ont produit 98 145 MWE. Mais dans aucun pays, la part du nucléaire dans la production totale d'électricité n'est aussi élevée que dans le nôtre où elle atteint 78,5%.

III. Dans les Charbonnages de France

Les discussions qui s'ouvrent le 26 mai 1968 (et qui durent deux fois 12 heures d'horloge) entre la direction des Charbonnages de France et les organisations syndicales s'annoncent décisives pour l'avenir de la profession charbonnière en France.

En dépit du plan Schuman et compte tenu des besoins croissants, la production charbonnière avait progressé jusqu'en 1958 où elle avait dépassé les 60 millions de tonnes ⁽³⁾. Le 21 juin 1959, le ministre de l'Industrie M. Jeanneney (dont le chef de cabinet était M. Raymond Barre) avait annoncé un plan de réduction de la production des Charbonnages de France pour la ramener à 53 millions de tonnes. Peu de temps après, les prévisions du 4^{ème} Plan pour l'année 1975 étaient une production de 45 millions de tonnes pour une consommation de 90 millions de tonnes.

En réalité, en application du plan Bettancourt elle ne sera plus en 1975 que de 25,6 millions de tonnes avec une importation qui atteindra 20,4 millions de tonnes. C'est dire si la progression du pétrole a été rapide.

Fin 1961, l'extraordinaire grève unie des mineurs aveyronnais, qui dura 66 jours, n'a pas réussi à faire annuler la décision de fermeture des exploitations du fond. De même, la grève nationale de 35 jours (mars-avril 1963), dont la revendication principale était le rattrapage du retard des salaires n'avait pas eu d'effets sur le plan Jeanneney.

En 1968, ce sont 7 à 8 millions de grévistes qui sont dans la lutte à travers tout le pays. Par un seul morceau de charbon ne remonte des puits. Cependant, il faut bien voir que la

corporation est affaiblie, qu'elle ne peut plus jouer un rôle prépondérant dans les luttes sociales (Fin 1961, l'effectif ouvrier du fond dans les Charbonnages est inférieur à 91 500 et celui de la surface n'atteint pas 40 000).

Les âpres discussions des 26 et 27 mai 1968, en présence de M. Couture, Secrétaire général à l'Energie (en quelque sorte Secrétaire d'état à l'Energie) ne parviennent pas à faire changer l'orientation gouvernementale en matière d'objectifs charbonniers.

Si, sur les salaires et sur la durée du travail il y a d'importantes avancées, si le rétablissement des comités d'entreprises (supprimés après la grève de 1948 au motif qu'il y a avait des conseils d'administrations dans les Houillères !) est obtenu, il n'empêche qu'aucune décision n'est prise pour au moins stabiliser la production charbonnière.

Sitôt les discussions terminées, Léon Delfosse et moi-même, nous partîmes à Lens pour informer les militants des résultats des pourparlers. Sur notre route se trouvait la fosse 7 d'Avion occupée par un important piquet de grève. Nous nous arrêtons et donnons aux camarades les résultats obtenus. Leur réaction fut unanime et instantanée : *« c'est très bien en ce qui concerne les revendications, mais on ne va pas en profiter très longtemps car ils vont continuer à fermer nos fosses »* C'était vrai, mais tant qu'il y avait des mineurs en activité, leurs conditions de vie et de travail étaient naturellement une préoccupation constante. Et si nous n'avons pas réussi à faire changer l'orientation de la production, les revendications obtenues ont sensiblement amélioré la vie des mineurs.

Le programme de la C.G.T.

La C.G.T. suivait avec attention le développement de la situation énergétique. Le 37^{ème} congrès confédéral tenu en 1969 avait décidé de constituer une commission nationale de l'Energie. Celle-ci fut rapidement mise sur pied et fin 1970 elle sortait un important document intitulé : *Pour une politique de l'Energie*

Le préambule de ce document mérite d'être rappelé :

« La C.G.T. considère que les orientations d'une politique de l'énergie conforme à l'intérêt économique national, aux intérêts des travailleurs et de la population, doivent tenir compte :

- *de l'importance actuelle des différentes sources de production d'énergie,*
- *de la situation de l'économie française dans les échanges internationaux,*
- *des perspectives scientifiques, techniques et économiques (notamment en matière de coût) de l'utilisation des différentes sources énergétiques en France et dans le monde,*
- *du rôle responsable et moteur qui doit être celui du secteur public nationalisé (EDF-GDF, Charbonnages, C.E.A.) dans le domaine de la production de l'énergie,*
- *des incidences économiques qui entraîne l'évolution des sciences et des techniques ».*

Ce document contenait un certain nombre de propositions concrètes. Par exemple, la nationalisation des groupes pétroliers dans l'ensemble desquels l'Etat dispose d'une participation importante : C.F.R. – Total, ELF Union et Antar - avec du charbon extrait en France, approvisionnement de nos cokeries, maintien de la production charbonnière pendant tout le 6^{ème} plan, aux environs de 40 millions de tonnes.

Abrogation des textes législatifs restreignant le champ d'activité et de responsabilité de Gaz de France, le gaz étant appelé à être beaucoup plus utilisé.

Dénonciation de l'abandon de la filière nucléaire française (graphite-gaz) et nécessité de posséder des réacteurs surgénérateurs refroidis au sodium liquide.

Ce document attestait du sérieux de la confédération devant des problèmes essentiels de l'économie. Il a considérablement aidé les fédérations d'industries concernées ainsi que les représentants de la C.G.T. dans la commission de l'Energie du Plan et dans la commission chargée de la rédaction du Plan global.

La ruine des bassins miniers

De 1960 à 1972, il y a eu plus de 130000 emplois supprimés dans les Houillères. Par contre, très peu d'emplois de conversion ont été créés. C'est seulement à partir de 1968 (!) qu'un effort est fait qui ne se traduit cependant en 1972 que par 21 000 emplois créés alors que, pendant la même période, la fermeture des puits conduit à 60 000 suppressions.

Si, compte tenu de l'augmentation croissante de la consommation énergétique, produire 40 millions de tonnes de charbon était relativement peu de choses, par contre cela aurait permis de maintenir une activité industrielle dans les bassins rendant plus aisée la venue d'autres entreprises.

La Fédération nationale du sous sol n'a jamais cessé sa lutte contre la liquidation. Elle a été l'initiatrice de nombreux évènements contre les fermetures, les plus marquants ayant été dans la période considérée, ceux de Faulquemont (Moselle) et de Ladrech (Gard).

La promesse de François Mitterrand en 1981 de relancer la production charbonnière à 30 millions de tonnes avait suscité beaucoup d'espoirs, de même que la nomination d'un communiste Georges Valbon, au poste de président du Conseil d'Administration des Charbonnages de France.

Il y eut effectivement une timide ébauche de relance avec l'embauche de jeunes dans quelques bassins miniers. Mais, compte tenu de l'état des Houillères, il eût fallu un effort financier considérable pour que les promesses électorales soient tenues. Le gouvernement Rocard, qui succéda rapidement à celui de Pierre Maurois, mit fin à tous les espoirs.

A partir de 1984, la récession reprit de plus belle. La dernière mine a fermé en 2004, dans le bassin lorrain. Ainsi a pris fin une grande épopée. Epopée industrielle, le charbon ayant été pendant longtemps le fournisseur quasi-exclusif de l'énergie. Epopée sociale, les mineurs ayant joué un rôle considérable dans les luttes pour plus de justice sociale et la liberté dans le mouvement syndical de notre pays.